

Notes de lecture

Lamblin, Célia

Vivre la révolution égyptienne à distance. –

Paris : L'Harmattan, 2021. – 268 p.

ISBN: 978-2-343-24717-5

Dans *Vivre la révolution égyptienne à distance*, Célia Lamblin analyse l'entremêlement des parcours migratoires et des trajectoires de mobilisation. Elle décrit le moment révolutionnaire comme un espace-temps où les Égyptiens de France — qu'elle se refuse à appeler « communauté » par absence de structuration — se sont retrouvés, au-delà des classes sociales et des situations administratives. L'ouvrage s'appuie sur un matériau riche et divers : une cinquantaine de récits de vie recueillis à partir de janvier 2013 à Paris, à Marseille, à Bordeaux, à Toulouse et dans trois villages du delta du Nil en Égypte, une analyse des réseaux sociaux numériques, considérés comme un espace d'archivage et un traitement statistique de rapports de l'Ofpra, de la Cimade et de l'Insee. Le terrain, dans le delta du Nil, sert de contrepoint et l'étude se concentre sur les Égyptiens en France, dont le nombre s'élève à 200 000 ou 300 000 selon l'auteure qui s'appuie sur les estimations des autorités françaises et consulaires égyptiennes.

La conclusion nous livre le cœur de l'analyse, en décrivant le moment révolutionnaire (2011-2013) comme un événement révélateur, fédérateur et redistributeur ; révélateur par la mise en visibilité des Égyptiens en France, du fait de leur mobilisation et de leur médiatisation, et la rencontre d'immigrés autour de nouvelles politisations. Fédérateur en créant des « espaces d'unification » (p. 208) marqués par le référent national, au moins à court terme. Redistributeur, enfin, car l'épisode révolutionnaire a modifié les modes d'organisation collective et la place des migrants

égyptiens dans l'espace social français. À l'image d'autres travaux menés en Égypte (Barbary, 2019 ; El Chazli, 2020), ceux de Célia Lamblin décrivent les trajectoires militantes et les incidences biographiques de l'épisode révolutionnaire. Elle croise ainsi questions migratoires et sociologie de la mobilisation politique en parlant d'un « champ politique transnational » (p. 18). L'ouvrage suit une progression chronologique d'un point de vue historique et des parcours de vie. Il se divise en six chapitres qui peuvent s'organiser autour de trois grandes thématiques.

Les chapitres 2 et 3 soulignent la diversité de situations des Égyptiens en France, entre séjour irrégulier et migration des élites. Le chapitre 2 s'ouvre avec une ethnographie de villages égyptiens et retrace des parcours individuels et familiaux, en soulignant le rôle des familles comme « matrice opératoire des migrations internationales » (p. 64). À travers les récits biographiques, il aborde la politique d'émigration égyptienne depuis les années 1960 et la précarité résidentielle et économique des travailleurs sans-papiers en France. Cette dernière est également le cinquième pays de destination des étudiants égyptiens auxquels est dédié le chapitre 3. Il décrit le groupe social particulier des Égyptiens francophones, 3 % de la population en 2000, ayant déjà l'habitude de voyager, majoritairement originaires du Caire ou d'Alexandrie, où ils ont fréquenté les écoles francophones, véritables « lieux de formation d'une élite mobile » (p. 97), productrices d'un capital cosmopolite et d'un prestige de classe. Ces jeunes hommes et jeunes femmes font pourtant l'expérience d'un double déclassement : celui de l'enseignement supérieur égyptien qui ne fonctionne plus comme un ascenseur social et celui de l'arrivée parfois difficile en Europe. Parce que le livre porte autant sur la France que

sur l'Égypte, ce chapitre fait un point sur la politique migratoire française fondée sur l'immigration choisie et qui a conduit à une féminisation des migrations étudiantes égyptiennes. La fin du troisième chapitre fait la transition avec la thématique de la mobilisation politique en migration. Elle montre comment l'engagement dans le processus révolutionnaire depuis la France produit un élargissement des réseaux de sociabilités qui se pérennisent au-delà des dix-huit jours de la révolution égyptienne à proprement parler.

Les chapitres 1, 4 et 5 retracent la chronologie du moment révolutionnaire, soulignant chacun une étape de la mobilisation politique, d'abord spontanée, puis institutionnalisée. Le chapitre 1 revient sur 2011 et sur la structuration d'un « espace contestataire » (p. 28) en France qui passe par le décloisonnement des espaces de lutte, les réseaux sociaux numériques et la multiplication des cadres de discussion. Plus généralement, Célia Lamblin se demande dans quelle mesure les troubles politiques en Égypte ont ouvert de nouvelles voies d'insertion dans le pays d'installation. Elle revient sur l'historique de la mobilisation en Égypte et en France et la décrit comme un contexte propice à la remise en cause des relations sociales préalablement établies. En s'appuyant sur la sociologie de Luc Boltanski et à partir de différents profils, elle étudie la constitution d'une communauté militante avant de décrire la fragmentation d'un espace contestataire unifié autour de la critique, paradoxalement apolitique, du régime de Mubarak. Après la mobilisation spontanée, le chapitre 4 aborde la façon dont les Égyptiens de l'étranger se sont approprié le droit de vote obtenu en 2012. Si, en tant que corps électoral, ils deviennent un nouvel acteur du champ politique, ils participent en fait peu à l'élection présidentielle de 2012 (600 000 votants sur 6,5 millions de personnes). Célia Lamblin évoque une multiplicité de raisons, qui aboutissent in fine à une double marginalisation, en France et en Égypte, des travailleurs sans-papiers. Enfin, le chapitre 5

montre que la perspective droit-de-l'homme et laïciste de l'engagement post-2013 est aussi le fait d'une socialisation politique en France où elle permet une mise en visibilité des Égyptiens. Mais le coup d'État de 2013 est aussi un moment de division de l'espace contestataire.

Enfin, le chapitre 6 interroge la politisation postrévolutionnaire et ses incidences biographiques. À travers le parcours de Magdy, notamment, Célia Lamblin analyse l'émergence de nouvelles pratiques : fréquentation des musées, écriture poétique, études universitaires. Elle revient sur l'élargissement des cercles de sociabilités, puis sur la façon dont l'engagement vis-à-vis de la situation politique égyptienne se révèle être « un tremplin vers un engagement pluriel » (p. 186) qui permet à nombre de ses enquêtés de ne plus considérer la migration en France comme une simple parenthèse. L'ouvrage se clôt sur trois options d'engagement : l'engagement religieux face à l'échec du politique à travers le parcours de Mahmoud, ancien président de la communauté égyptienne dont le pouvoir est remis en question en 2011 ; l'occupation de la scène médiatique avec l'émergence de figures principalement francophones, qui viennent fabriquer les imaginaires des migrations égyptiennes en France ; le retour en Égypte, souvent source de désillusion.

Avec cet ouvrage, Célia Lamblin propose une approche originale de la révolution égyptienne. Elle apporte une contribution majeure aux rares travaux sur les Égyptiens de France (Boisson et Madbouly, 2022 ; Saad, 2007), rompant avec leur invisibilisation (Lamblin, 2021). En transparent, elle en dit aussi beaucoup sur les stratifications sociales en Égypte et sur les politiques et les représentations de l'immigration en France.

Références bibliographiques

Barbary Caroline (2019) *Chabab al Thawra-Les Jeunes de la Révolution : microcosme militant et société politique en Égypte révolutionnaire*, Thèse de doctorat en sociologie, Paris 1.

Boisson Sarah et Madbouly Mayada (2022) Être jeune « coincé-e à l'étranger » : le cas des Égyptien-ne-s venu-e-s étudier en France et leur vécu de la crise de la COVID-19, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 38 (1-2), pp. 171-200.

El Chazly Youssef (2020) *Devenir révolutionnaire à Alexandrie*, Paris, Dalloz.

Lamblin Célia (2021) Devenir communauté ? Les entrepreneurs égyptiens à la porte de l'espace public marseillais, *Métropolitiques*, [en ligne]. URL : <https://metropolitiques.eu/Devenir-communaute.html>

Saad Reem (2007) Egyptian Workers in Paris – Economic Migration and the Male Burden under Transnationalism, *Kvinder, Køn & Forskning*, 2-3, [online]. DOI: <https://doi.org/10.7146/kkf.v0i2-3.27923>

Florian Bonnefoi

Géographe, doctorant, Université de Poitiers, Migrinter/CEDEJ/LAVUE, Poitiers, France ; florian.bonnefoi@univ-poitiers.fr

Caloz-Tschopp, Marie-Claire (dir.)

Wagner, Valeria (dir.)

Brepohl, Marion (dir.)

De Coulon, Graziel (dir.)

Possenti, Ilaria (dir.)

Velosio, Teresa (dir.)

Exil/Desexil. Histoire et globalisation. –

Paris : L'Harmattan, 2019. – 384 p.

ISBN : 978-2-343-17521-8 (Livre 1)

Vivre l'exil. Explorer des pratiques de desexil de l'exil. – Paris : L'Harmattan, 2019. – 362 p.

ISBN : 978-2-343-17522-5 (Livre 2)

Vers le desexil. Démarches, questions, savoirs. – Paris : L'Harmattan, 2019. – 380 p.

ISBN : 978-2-343-17523-2 (Livre 3)

En 2019 paraît aux Éditions l'Harmattan, trois ouvrages, d'une grande actualité, qui regroupent les contributions de plus de quatre-vingt-dix auteurs et autrices universitaires en sciences humaines et sociales de divers pays, européens, latino-américains, africains, ainsi que des textes d'artistes. Et si comme l'écrit Marie-Claire

Caloz-Tschopp, la principale coordonnatrice, « ce projet est conçu comme un travail de solidarité local et transnational », il va nous conduire sur des terrains de recherches qui concernent « les politiques migratoires, le droit d'asile, le service public, les politiques de la recherche dans divers domaines, dont la philosophie » (Exil/Desexil) (Livre 1 : 17). Ces trois volumes sont le résultat de nombreux travaux de recherche dont ceux réalisés dans le cadre du programme du colloque international de philosophie Genève-Paris qui a mené ses activités de 2010 à 2019 avec pour titre « Exil, Création, Philosophie et Politique. Philosophie et Citoyenneté contemporaine », Paris, Suisse, Amérique latine, Méditerranée. Le titre indiquant les grands axes qui sont l'objet central des publications : le « dégageant du desexil de l'exil » dans les processus de globalisation (Livre 1), l'exploration et les pratiques « de desexil de l'exil » (Livre 2) et enfin interroger les savoirs et les démarches de recherches et d'action (Livre 3).

Cette vaste entreprise menée sur plusieurs années témoigne d'une grande ambition tant dans ses démarches scientifiques que dans ses résultats. Après un « déplacement critique de l'exil vers le desexil » c'est ce dernier concept qui va devenir l'objet central des discours disciplinaires, littéraires et artistiques¹ : « En bref, nous avons "déplacé" et "élargi" le sens de l'exil, redécouvert le desexil, à partir du constat du processus "d'expulsion" (Sassen, 2016), "d'effet boomerang" de la violence (Luxembourg, 1969), "d'hypercapitalisme" (Tosel, 1990), de "dépropriation" (Guillaumin²), de "continuité de la violence", des conditions matérielles du consentement (Mathieu, 1985) dans les rapports sociaux de sexe/genre (Tabet, 1998), de "décivilisation" (Bozarlan, 2019)

¹ Voir Livre 2, p. 26, note 32 : le terme a été inventé par le poète uruguayen Mario Benedetti. Repris par Julio Cortazar, il désigne les pratiques de résistance en Amérique latine.

² Voir les travaux de Colette Guillaumin.

et de "violence extrême" (Balibar, 2010) ». Le travail de « dégageant » réalisé, le concept de desexil des exilés (l'usage du mot « exil » ne renvoie pas uniquement à la condition de migrant, d'étranger ou de réfugié, mais concerne d'autres figures d'exilés dans d'autres domaines que celui de la migration) va ouvrir à une « *liberté politique de se mouvoir* » (Livre 3 : 40). Dès lors, les recherches s'ouvrent à de nouveaux questionnements et à de nouvelles problématiques qui se délestent d'approches binaires telles que départ/retour, sédentaire/nomade, étranger/autochtone, etc. La notion de « desexil de l'exil » (envisagé comme un concept en création) est particulièrement interrogée dans le Livre 2 qui rassemble des contributions dans lesquelles le desexil permet de rendre compte de situations de résistance, dans des domaines différents, qu'elles concernent des mouvements sociaux, des démarches de désobéissance civile, des engagements militants, etc. Les approches sont à la fois théoriques et descriptives. Elles se présentent sous la forme d'essais, qui relèvent de la philosophie principalement, mais aussi de la littérature, du droit, de la sociologie, de récits d'exilés qui ont fui, poursuivis par les polices de leur pays, de récits encore de militants qui livrent une réflexion sur leur engagement et leurs pratiques militantes. L'ensemble de ces textes sont rassemblées sous quatre parties dont les titres disent les préoccupations des autrices et auteurs : comment penser, dire et écrire l'exil et le desexil : (« Parcours et tâtonnements dans la recherche » ; « Vivre, penser l'exil et le desexil » ; « l'invention de desexil au quotidien » ; « *Tenir* dans des pratiques professionnelles. Impuissance. Invisibilité. Ambiguïté »). Ils font écho à la question de savoir comment trouver un espace pour vivre l'exil et comme l'écrivait Nicole Lapierre en 2004 « penser ailleurs » (Lapierre, 2004). On évoquera Cornelius Castoriadis (Traverso 2011) qui faisait partie de ces intellectuels qui pour Enzo Traverso bénéficiaient d'un « privilège épistémologique » qui compensait l'exil par une

puissance créatrice. Mais pour conclure, c'est à Michel Agier que nous donnons la parole : aujourd'hui « Les exilés n'ont plus de lieu d'arrivée à partir duquel ils peuvent faire le récit de cet exil. L'exilé devient invisible [...] On est progressivement passé de la grandeur spirituelle de l'exilé à la misère institutionnelle du réfugié [...]. D'où la difficulté à penser aujourd'hui la grandeur de l'exil » (Agier, 2012) et nous rajouterons à cette précision, celle de rendre compte des conditions économiques et sociologiques des pratiques de « desexil de l'exil ».

L'originalité de ces trois livres, dont on fera une lecture sans ordre particulier³, réside essentiellement dans le choix d'une démarche exploratoire, au service de questionnements complexes qui se justifient « par une démarche de déplacement créatif, de renouvellement du rapport *pratique-théorie* » (Livre 3 : 39). On peut regretter un déficit de synthèse ; une conclusion générale par exemple aurait contribué à donner les grandes lignes des acquis d'un programme de recherche qui n'en reste pas moins une ressource importante dans une exploration pluridisciplinaire de l'exil/desexil.

Références bibliographiques

- Agier Michel** (2012) Frontières de l'exil. Vers une altérité biopolitique, *Hermès, la Revue*, 2 (63), pp. 88-94.
- Balibar Étienne** (2010) *Violence et Civilité*, Paris, Éditions Galilée.
- Bozarslan Hamit** (2019) *Crise, Violence, Dé-civilisation*, Paris, CNRS Éditions.
- Lapierre Nicole** (2004) *Pensons ailleurs*, Paris Stock.
- Luxemburg Rosa** (1969) Discours devant le tribunal de Francfort (20 février 1914), in Gilbert Badia, *Rosa Luxembourg. Textes*, Paris, Éditions Sociales, pp. 163-176.

³ Il nous est difficile, faute d'espace suffisant, de citer les quatre-vingt-dix autrices et auteurs, qui ont participé à l'écriture des trois ouvrages « desexil de l'exil » (voir les tables des matières de chaque volume). Nous renvoyons au site : <https://desexil.com>

Mathieu Nicole-Claude (Éd.) (1985) *L'arrondissement des femmes. Essais en anthropologie des sexes*, Paris, Éditions de l'EHESS.

Sassen Saskia (2016) *Expulsions. Brutalité et complexité dans l'économie globale*, Paris, Gallimard

Tabet Paola (1998) *La construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps*, Paris, L'Harmattan.

Tosel André (1990) *Kant révolutionnaire. Droit et politique*, Paris, Presse Universitaire de France.

Traverso Enzo (2011) *L'histoire comme champ de bataille. Interpréter les violences du XXe siècle*, Paris, La Découverte.

Marie-Antoinette Hily

Sociologue, chercheure honoraire CNRS, Paris, France ; marie-antoinette.hily@orange.fr

Bolzman, Claudio

Felder, Alexandra

Fernández, Antonio

En transition : Trajectoires de formation de jeunes migrant-e-s en situation juridique précaire. – Genève, Éditions ies, 2020. – 160 p. ISBN : 978-2-88224-218-1

Le rôle fondamental des programmes d'accompagnement à l'emploi auprès des jeunes migrants isolés en situation de précarité juridique a déjà été signalé comme pierre angulaire des stratégies d'intégration sociale de la jeunesse migrante (Kanics *et al.*, 2010, Bailleul et Senovilla Hernández, 2016, Gimeno Monterde et Laiz Moreira, 2017), notamment en Europe, comme le montrent des travaux en Espagne et en France. Ceci est dû à l'importance d'obtenir les permis nécessaires pour un passage à la majorité, condition permettant l'autonomie financière et un avenir administratif lié à un statut légal. De nombreux travaux ont abordé la thématique des enfants migrants, mais peu d'entre eux ont mis en perspective les différents types de situations juridiques. Le livre *En transition : trajectoires*

de formation de jeunes migrant-e-s en situation juridique précaire y contribue en proposant une analyse comparative des différents profils de jeunes en situation de précarité juridique, ainsi qu'une analyse des types de trajectoires de formation. Il est fondamental dans la compréhension de l'impact de la situation juridique sur les parcours de formation des jeunes issus de l'immigration. Ce livre s'organise en trois grands chapitres.

Le premier chapitre liste les dispositifs d'accompagnement en présentant leurs principales caractéristiques. Il les ordonne en les classifiant en quatre catégories selon leur nature : lieux d'accueil et de contact, lieux d'insertion et de réinsertion, école, associations et services pour migrants. Il met également en lumière une partition quant au devenir des jeunes, car si certains d'entre eux se désintéressent du monde de la formation pour viser des objectifs financiers immédiats, d'autres rêvent à des études qui ne correspondent ni à leur niveau de langue, ni à leur niveau scolaire.

Les auteurs analysent l'offre de structures de soutien pour les jeunes en difficulté à Genève ainsi que les représentations et les rapports que les intervenants de ces organismes entretenaient avec ces jeunes. Les témoignages recueillis montrent comment ils perçoivent leur situation de précarité sociale et juridique et quelles sont les ressources et stratégies des jeunes pour y faire face. Quatre grands thèmes d'analyse ont été définis : l'identité, les parcours de formation, la culture et le contexte familial.

Le chapitre 2 revient sur les différentes trajectoires et parcours de formation, l'objectif étant d'analyser comment le statut précaire ou l'absence de statut influence les parcours de formation et de vie. Cette approche reconnaît l'existence d'une parenté transnationale comme ressource clé de leurs trajectoires, faisant ainsi écho à d'autres travaux en Europe (Laiz Moreira, 2012).

La section intitulée « Modalité des déplacements » souligne les logiques de mobilité géographique des jeunes issus des permis de séjour précaire (PSP) en Europe centrale ou en Espagne avant d'arriver en France et, plus tard, en Suisse. On apprécie également les pages consacrées à l'analyse de la fonction et de l'influence du capital social dont disposent les PSP (à l'arrivée en Suisse, à l'école, dans leur milieu social de pairs, par rapport aux référents adultes qui les aident et qui participent à leur intégration). Parmi les différents apports de ce chapitre, on note la comparaison effectuée entre les divers statuts de précarité juridique. Les jeunes sans permis de séjour ont majoritairement poursuivi des études au-delà de la scolarité obligatoire après la migration et en comparaison avec les jeunes demandeurs d'asile. Cette comparaison s'avère nécessaire pour comprendre l'impact de la précarité des statuts sur le devenir des parcours scolaires et des parcours de vie. Cela ne veut pas forcément dire que plus on est précaire plus on étudie, mais il faut penser aux phénomènes de façon complexe et multifactorielle.

Les auteurs analysent ensuite le passage de l'enseignement secondaire à la formation supérieure et l'étude qui porte sur les « personnes-ressources » nous aide à comprendre le rôle de la famille et l'impact, sur les parcours, « d'avoir des parents étrangers ». Le constat est fait d'une faible participation des parents à la scolarité des jeunes, notamment en raison d'une faible maîtrise de la langue française.

Un des apports les plus importants de cet ouvrage est d'avoir permis d'élaborer une typologie des trajectoires, des situations et des perspectives sur la base d'une analyse de contenu thématique. Ainsi, un dernier chapitre présente les trajectoires de formation supérieure. Deux types de trajectoires sont distingués : continues et discontinues (interruption, réorientation et redoublement) et en leur sein, les trajectoires qualifiantes, celles marginales ou

encore celles bloquées (hors formation). Si pour les premières (continues) on retrouve des jeunes sans statut de séjour, avec des familles nucléaires et des parents avec un niveau d'études secondaire professionnel, pour les secondes (discontinues), les profils sont plus diversifiés, avec des jeunes sans papiers ainsi que des jeunes requérants d'asile, leurs parents ayant des niveaux d'études variés et des types de familles divers.

S'agissant de l'impact du statut juridique précaire sur les parcours de formation, on trouve également des réflexions qui enrichissent la littérature existante sur le stigmate des jeunes PSP et son influence sur les relations avec leurs camarades, ceux-ci rendant parfois difficile la construction des liens avec les pairs. Un point également important réside dans la conclusion qui éclaircit les trois facteurs communs des parcours jalonnés : l'âge tardif à l'arrivée en Suisse, un manque de capital social familial et un manque d'orientation adéquate à la sortie du cycle de formation.

Dans le cas des trajectoires bloquées, il s'agit du résultat d'un cumul des difficultés sociales, économiques et juridiques. Les auteurs expliquent que ces jeunes ont dû ponctuellement sortir du système de formation. Pour certains d'entre eux, cette situation est devenue irréversible n'ayant pas réussi à se réinsérer. C'est le cas des jeunes qui ont dû aider leurs familles en situation de difficulté sociale et ont finalement mis leurs attentes de formation de côté pour s'insérer pleinement dans le marché de travail sans avoir obtenu leur baccalauréat. Cette insertion se fait dans des postes de travail assez précaires liés aux réseaux sociaux, communautaires et familiaux, comme cela a été montré dans d'autres travaux en Europe, notamment en Espagne (Laiz Moreira et Gutiérrez Sánchez, 2021).

Les conclusions de l'ouvrage nous éclairent ainsi sur les facteurs qui pourraient contri-

buer à faciliter les parcours de formation et les trajectoires de vie, notamment le soutien de la part des structures spécialisées dans le travail auprès de ces jeunes et les réseaux de soutien social. Le rôle des « personnes ressources » s'avère crucial pour combler les manques (méconnaissance du système, de la langue française, des différentes options de formation) que présentent les jeunes PSP. Finalement, un facteur non négligeable suppose que les caractéristiques individuelles des jeunes, telles que la combativité et la débrouillardise peuvent leur permettre de réussir à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent dans leurs parcours de formation et comme résultat de leur condition de PSP.

Références bibliographiques

Bailleul Corentin et Senovilla Hernández Daniel (2016) *Dans l'intérêt de qui ? Enquête sur l'interprétation et l'application de l'article 3 de la Convention internationale des Droits de l'Enfant dans les mesures prises à l'égard des mineurs isolés étrangers en France*, Rapport, Poitiers, Migrinter.

Bolzman Claudio, Felder Alexandra et Fernández Antonio (2018) Trajectoires de formation des jeunes migrants en situation juridique précaire : logiques de mobilisation de ressources face à des contraintes multiples, *Raisons éducatives*, 1, pp. 249-275.

Gimeno Monterde Chabier et Laiz Moreira Sofia (2017) Mineurs qui migrent seuls et systèmes de protection de l'enfance : une approche régionale dans l'État espagnol, *Empan*, 107 (1), pp. 126-132.

Kanics Jyothi, Senovilla Hernández Daniel and Touzenis Kristina (Eds.) (2010) *Migrating alone: unaccompanied and separated children's migration to Europe*, Paris, Unesco.

Laiz Moreira Sofia (2012) Famille, communauté et transnationalisme. Migrations des mineurs marocains vers l'Espagne : le cas de Béni Mellal, *Hommes & Migrations*, 1300 (6), pp. 62-71.

Laiz Moreira Sofia y Gutiérrez Sánchez Juan David (2021) Expectativas educativas y laborales de jóvenes inmigrantes. El caso de Marruecos y Rumanía, *Revista internacional de estudios migratorios*, 11 (1), pp. 132-159.

Sofia Laiz Moreira

Sociologue, ingénieure de recherche,
Aix Marseille Université, Mesopolhis,
Aix-en-Provence, France ;
<https://orcid.org/0000-0002-3927-1970> ;
sofia.laiz-moreira@univ-amu.fr

Cohen, Muriel

Des familles invisibles : Les Algériens de France entre intégrations et discriminations (1945-1985). – Paris : Éditions de la Sorbonne, 2020. – 448 p.
ISBN : 979-10-351-0519-8

Muriel Cohen's book contributes to a burgeoning scholarship about Algerians' place in France in the 20th century. It is part of a historiography that grapples with France's troubled and troubling history as an imperial nation state. Cohen identifies her goal "to bring out the uniqueness of Algerian family immigration" by considering both their interaction with the state and the "multiple pathways" they took (p. 22). In other words, she reminds us that Algerians' experiences have been more diverse than depictions—in the media and in political circles—have allowed.

Cohen's work traces the medium durée (p. 19) from the end of World War II through the early Mitterrand administration. It builds on previous scholarship.⁴ Structurally, the book has three sections which follow chronologically. The first examines the period of the Algerian War for Independence (1954-1962). Her chapters focus on key problems the French administration identified—housing, social services, and education—via a case study of bidon-

⁴ Her book misses some critical anglophone work, including Nasali (2016), Franklin (2017) and Harris (2018).

villes west of Paris. As a result, Cohen convincingly demonstrates the “diversity” of Algerians’ experiences in Nanterre (p. 157).

While Cohen did extensive research in governmental archives, her use of two archival collections allows readers to see this diversity through the voices, experiences, and even images of Algerians who persevered in the bidonvilles. The first, which to my knowledge has not been previously used in a scholarly monograph, is a collection of precious oral histories with Algerians who lived in Nanterre.⁵ The other is Cohen’s effective use of Monique Hervo’s archive.⁶ Beyond her memoir, Hervo conserved a portion of her records. For many years, Hervo hesitated to have her photographs published, worried that she would betray the privacy of these families. But I think Hervo, Cohen, and the publisher ultimately made an excellent decision to share Hervo’s portraits of these families, their homes, and their daily lives with the world. They offer powerful evidence that celebrates Algerians’ integral place in France and pushes back against rhetoric that erases Muslims’ long roots in the metropole. These photos, like Cohen’s book, help us to see Algerians as regular families who made lives for themselves even as they have faced institutional discrimination.

In the second part, Cohen uses housing to examine how the state managed Algerian family settlement or reunification—a term associated with the idea that this process began in earnest after the global economic

downturn of the mid-1970s. She frames her analysis in the question of whether Algerian families became “foreign families like others from the point of view of immigration institutions” (p. 163) following the collapse of French colonial rule. Over three chapters, Cohen demonstrates how French authorities worked to limit the instillation of Algerian families by successively increasing the bureaucratic hoops through which they had to jump. The state “mobilized” the issue of housing to regulate Algerian family settlement, making housing a “principal instrument of the policy to limit Algerian family immigration” (p. 201). Many families, particularly those who had lived in bidonvilles and in the transitional housing parks, faced “ethno-spatial segregation” (p. 220) “inherited from the colonial period” (p. 231). On the other hand, Cohen traced seven hundred families who settled in the Hauts-de-Seine after the war. They found better housing due to help from other Algerians (from extended family or people from the same region or town). These families navigated new selection policies, which rested on housing certificates and the male head of household’s stable work at large, national companies. Again, Cohen shows the diversity of experiences, and concludes that some Algerian families, despite bureaucratic efforts to prevent permanent integration, became a part of their communities by the early 1970s. They existed; “they remained invisible” (p. 288).

Not surprisingly, given Cohen’s conclusion about Algerians who quietly acquired better housing, stable work, and became increasingly integrated, the third section of her book takes welcome aim at the durable myth of family reunification. Tearing it to pieces, Cohen makes clear that the context of the border closure in 1974, the global economic downturn, and the rise of “anti-Arab racism” (p. 291) are the keys to unraveling the myth. In her final chapters, Cohen argues Algerian families, who increasingly became a part of France’s working and even middle classes, put down roots,

5 Marie-Claude Blanc-Chaléard, Cohen’s dissertation advisor, led a team that conducted the oral histories in 2011/2012. They are available for consultation at La Contemporaine (formerly BDIC), on the campus of the Université de Paris Ouest, Nanterre: <http://www.lacontemporaine.fr/>

6 Hervo’s archive is preserved at the Institut d’histoire du temps présent (IHTP): <https://www.ihtp.cnrs.fr/>. Hervo passed away March 20, 2023. Cohen penned this piece about her life’s work: <https://histoirecoloniale.net/Deces-de-Monique-Hervo-cette-Francaise-qui-a-manifeste-avec-les-Algeriens-du.html>

and improved their economic situation during the booming economy of the 1960s. During the latter part of the 1970s and into the early 1980s, new economic hardships and rising public hostilities destroyed the stability that some Algerians had begun to acquire and made the most fragile families the most visible. To explain the creation and durability of the myth, Cohen argues that contemporary observers, including experts and the media, did not see Algerian families settled since the 1950s and 1960s. Instead, state, scholarly, and popular depictions created the dominant vision of Algerians based on the most visible : new arrivals, rebellious unemployed young men, and families living in dilapidated, aging, suburban housing enclaves.

In the end, Cohen's effort to demonstrate how families became vehicles for integration fits with the larger body of scholarship, and allows her to trace how Algerian families, often quietly, inserted themselves into French society even as they grappled with institutional discriminatory practices. Here lies what Cohen aptly calls the central paradox of this story: Algerian families have been at once depicted as inassimilable even as, once we dig in, we learn they are "deeply rooted" in France (p. 22). Her work shows, even if she does not frame it as such, that France cannot avoid its own history of racial discrimination, it cannot continue to pretend that race is not a constituent element of the social landscape. As Vergès (2020) has argued, the experiences of women of color in France lays bare the "racialist dimension of republican postcoloniality". The state's management of Algerians, particularly after 1962 "illuminates the coloniality of power" long after the official end of colonial control (Vergès, 2020: 3; 46). Cohen's research reminds us that claims of universality and secularism do not shield France from discriminatory practices. Instead, both attempt to paper over institutional discrimination. Finally, it is vital that work like Cohen's is published in French, so it becomes part of larger conversations that push back on the myth

of family reunification in the 1970s and on the myth that racism is not central to France's past or its present.

References

Vergès Françoise (2020) *The Wombs of Women: Race, Capital, Feminism* (Kaiama L. Glover, trans.), Durham, Duke University Press.

Nasali Minayo (2016) *Native to the Republic: Empire, Social Citizenship and Everyday Life in Marseille since 1945*, Ithaca, Cornell University Press.

Franklin Elise (2017) *A Slow End to Empire: Social Aid Associations, Family Migration, and Decolonization in France and Algeria, 1954-1981*, PhD diss., Boston, Boston College.

Harris Dustin (2018) *Muslims in Marseille: North African Immigration and French Social Welfare in the Late Colonial and Postcolonial Eras*, PhD Diss., Toronto, University of Toronto.

Amelia H. Lyons

Historian, PhD, Associate Professor,
University of Central Florida, Orlando, United States; amelia.lyons@ucf.edu

Saglio-Yatzimirsky, Marie-Caroline (dir.)

Violence et récit. Dire, traduire, transmettre le génocide et l'exil. – Paris, Hermann, 2020. – 280 p.
ISBN : 979-1-03-700636-3

Dans l'ouvrage qu'elle coordonne, *Violence et récit. Dire, traduire, transmettre le génocide et l'exil*, Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky propose une réflexion sur la relation entre le politique et l'individuel, entre des réalités sociales partagées et des perceptions intimes. Dans ces pages, la violence sera associée au politique alors que le récit est intime avant d'être social. La question ici de la violence et du récit revient à interroger ce qui peut être dit et ce qui peut être entendu. L'auteure fait de la situation d'énonciation et du contexte de réception des situations comparable-

ment difficiles : que ce soit le génocide ou l'exil, l'accession à la parole est comme interdite aux personnes ayant eu ces vécus. L'ouvrage fait suite à un colloque qui avait pour but d'interroger les conditions d'énonciation et le recueil du récit dans différents contextes : de recherche scientifique, d'entretiens administratifs et juridiques ou psychologiques et psychanalytiques. Lors de ce colloque, il s'est avéré que ces différents cadres ont donné lieu à divers types de récits et de détails personnels et affectifs transmis par les personnes interrogées. Cette diversité se retrouve dans cet ouvrage bien que l'on puisse remarquer une présence très importante de cliniciens et cliniciennes, donnant à l'ouvrage une homogénéité disciplinaire qui offre des réflexions pointues et méthodologiques.

L'ouvrage est découpé en trois parties qui abordent tour à tour la spécificité de la violence dans les récits génocidaires, les violences de l'exil contemporain, et une proposition pour décentrer la violence par l'intermédiaire de dispositifs d'écoute et de transmission. De cet ouvrage conséquent qui regroupe quinze contributions, je ne m'attarderai que sur quelques-unes d'entre elles. J'accorderai ainsi une attention plus soutenue à la seconde partie du volume, car elle se recoupe avec mes propres recherches sur la communication en exil.

Jean-Yves Potel inaugure la première partie de l'ouvrage en revenant sur le témoignage d'une rescapée du ghetto de Lodz pendant la Seconde Guerre mondiale. Jeannine Altounian, ensuite, présente le journal de déportation qu'a tenu son père et dont elle a fait la traduction, interrogeant par-là cet exercice. Soko Phay revient quant à lui sur le témoignage d'un survivant du génocide cambodgien perpétré par les Khmers rouges. Puis, Catherine Géry traite la genèse de la création musicale qui est survenue après le génocide par balle commis à Babi Yar en Ukraine en 1941. Florence Prudhomme termine cette partie en présentant les *Cahiers de mémoires*

rwandais qui sont l'émanation des *Ateliers de la mémoire* animés par les rescapés du génocide. L'auteure les étudie comme des récits à but thérapeutique autant qu'en tant qu'instruments de mémoire intime et collective.

La seconde partie revient sur des recherches qui ont donné lieu à des collectes de récits d'exilés ou de personnes qui se sont fait leurs interprètes. Eugénia Vileva entame cette partie en présentant les discours des demandeurs d'asile comme marqués du sceau de la honte en obligeant les demandeurs à donner des preuves physiques et corporelles de la violence subie. La persécution de ces populations traduit, selon Roberto Beneduce, dans le second texte, un inconscient politique de domination. Dans les récits des demandeurs d'asile, cet inconscient se retrouve dans les catégories juridiques et administratives dans lesquelles sont obligés de s'inscrire les candidats à l'asile, quitte à s'en trouver déshumanisés et désensibilisés. Ils subissent ainsi la violence symbolique de représentations postcoloniales encore prégnantes d'après l'enquête de l'auteur. Marie Vrinat-Nikolov, ensuite, questionne la traduction de textes de populations en exil. Elle s'intéresse tout particulièrement à l'étude de poèmes de Turcs installés en Bulgarie en 1985 qui furent traduits en langue bulgare puis en français. Elle interroge par la même occasion le processus d'effacement vécu par ces populations du fait de la traduction. Les deux textes suivants abordent eux aussi la place de l'interprète dans la mise en récit du parcours migratoire. D'abord, dans le texte d'Élise Pestre, l'auteure interroge la place du « je » employé par les interprètes lorsqu'ils traduisent les récits du parcours exilique, notamment lorsqu'interprète et exilé sont issus du même pays d'origine. Enfin, Hala Ghannam Trefi propose une réflexion basée sur son expérience en tant qu'interprète participant au dispositif d'accueil des migrants syriens. Il éclaire le rôle de l'interprète comme médiateur entre le demandeur d'asile et le travailleur social

afin que le récit dit soit écrit en conservant la violence verbalisée, donc entendu par le représentant de l'administration.

Dans la dernière partie, Laure Wolmark étudie les expressions thérapeutiques comme des « symptômes de témoignage » ou des « archives de l'événement » dans un dispositif de soi à trois (thérapeute, patient et traducteur) qui ont été pour elle un moyen d'inscrire les expériences traumatiques dans un langage partagé. Cette expérience lui permet d'identifier trois fonctions thérapeutiques et testimoniales du récit qui réhumanisent : s'identifier au vécu permet au patient de se sentir légitime de raconter son parcours, la patiente met ensuite son interlocuteur thérapeutique à l'épreuve en lui donnant un rôle de témoin de l'intérieur, et enfin, la thérapeute devient une interprète du témoignage reçu. Bertrand Piret aborde quant à lui la place de l'écoute dans les récits de violence pour permettre de traiter le trauma dans les processus cliniques de prise en charge des exilés. Christine Davoudian revient, dans son texte, sur l'importance de la parole pour mettre des mots sur les traumas inscrits corporellement pour subjectiver ce vécu malgré la douleur inhérente au processus. Raffaella Cucciniello, pour sa part, explore l'importance des dimensions politique et culturelle des vécus exiliques lorsqu'il s'agit d'envisager une approche clinique et se positionner dans un processus de guérison. Enfin, Alessandro Triulzi analyse la mise en place de « cercles narratifs » entre migrants ressortissants d'Afrique de l'Est afin d'échanger sur leurs parcours migratoires en mutualisant leurs expériences pour pallier la violence subie.

Pour conclure, cet ouvrage est riche autant en termes thématiques, qu'en diversité des terrains explorés, que par les méthodes invoquées ou encore en fonction des interrogations qui sont abordées dans ces pages. Deux regrets peuvent être évoqués. D'abord, un plus grand panel disciplinaire aurait pu donner l'occasion de faire encore

davantage discuter les approches et les méthodes. Ensuite, il est question de récit, de parole, de discours, mais pas vraiment de pratiques communicationnelles ou d'aucune approche sensorielle. En effet, au sens étymologique, communiquer, c'est mettre en commun. C'est précisément ce dont il est question dans la logique du récit ou de la traduction. Cependant ce processus communicationnel est presque uniquement traité selon une approche thérapeutique, autrement dit dans un cadre de référence qui demeure très formel. Par ailleurs, la thématique du corps des demandeurs d'asile aurait pu se prêter à une approche plus sensorielle, notamment en faisant du corps un média pour transmettre la souffrance, comme un corps-témoin. Toutefois, il ne s'agit là que de regrets circonstanciés et découlant de recherches personnelles. Ils n'enlèvent rien à la qualité de cet ouvrage qui laisse ouverts nombre de possibles dans les études portant sur les génocides ou l'exil.

Pierre Peraldi-Mittelette

Ethnologue, Université de Lorraine, chercheur affilié au LACNAD ; membre de l'Institut Convergences Migrations ; <https://orcid.org/0000-0002-1373-5650> ; peraldimittelettepierre@yahoo.fr

Tisserand, Chloé

Calais, une médecine de l'exil. – Saint-Denis, Presses Universitaires de Vincennes, 2023. – 240 p. ISBN : 978-2-379-24315-8

À partir d'un terrain ethnographique mené entre 2013 et 2019 au sein de la permanence d'accès aux soins (PASS) de l'hôpital de Calais, l'ouvrage de Chloé Tisserand, issu d'un doctorat de sociologie, offre une description fine et circonstanciée de l'émergence d'une forme de médecine étroitement intriquée aux effets contemporains de l'Europe des frontières : une « médecine de l'exil » confrontée à la prise en charge d'une population précaire et exilée, dont les corps sont fortement marqués et abimés par les multiples épreuves liées

aux tentatives de franchissement des frontières. La monographie réalisée dans le contexte calaisien mobilise des observations en consultations et des entretiens au long court avec le personnel soignant de la PASS. Elle enrichit une réflexion plus large sur les effets du gouvernement des frontières et sur le fonctionnement de l'institution hospitalière publique prise en étau par des politiques — managériales et migratoires — qui la mettent à mal.

L'ouvrage se décompose en quatre chapitres inégaux en longueur, mais complémentaires. Il débute par une longue introduction permettant de situer le propos quant aux choix méthodologiques effectués, et notamment le parti pris de se centrer sur le point de vue des soignants plutôt que sur celui des exilés. L'introduction apporte également des éléments de contextualisation sur la PASS de Calais qui, depuis son ouverture, a connu des évolutions majeures face à l'arrivée du public exilé (Afghans et populations originaires de la Corne de l'Afrique notamment), dont une majeure partie a pour objectif de rejoindre l'Angleterre.

Le premier chapitre intitulé « Une médecine médico-sociale pour les désaffiliés » (pp. 35-93) décrit les maux et blessures de la frontière sur les corps en errance. Ces maux sont dus aux barbelés et aux tentatives de franchissement des frontières, à la vie quotidienne dans les jungles (épidémies de gale, etc.), aux affections bénignes qui tendent à dégénérer en contexte d'insalubrité, aux traumatismes et troubles psychiatriques liés à l'exil ou encore aux addictions. Ce faisant, le premier chapitre insiste sur ce qui fait la singularité d'une PASS à la frontière. Il relate les difficultés des soignants pour définir et délimiter un équilibre toujours fragile entre le social et le sanitaire. Les débats autour de la mise à disposition de douches à destination des exilés vivant dans les campements sont exemplaires de ces tensions. La prise en charge médico-sociale des exilés est d'autant plus délicate qu'il s'agit d'une

population mobile et mouvante à propos de laquelle les soignants n'ont que très peu d'éléments relatifs aux trajectoires et aux antécédents médicaux. Ils se retrouvent ainsi dans une zone d'inconfort à la fois morale, éthique et pratique, où ils tentent de réparer les effets de la frontière.

Le chapitre 2 « Une médecine de l'instant. Quand les frontières politiques conditionnent les frontières du soin » (pp. 95-128) prolonge la réflexion sur l'impact des politiques migratoires restrictives sur les manières et les possibilités mêmes du soin. Il montre comment « la prise en charge de trajectoires fragmentées » (p. 103) joue sur le rapport aux soins des soignants eux-mêmes. Aux bricolages pour reconstituer le puzzle des trajectoires thérapeutiques antérieures, parvenir à enregistrer les dossiers patients en l'absence d'identité certaine, s'ajoutent ceux qui s'imposent pour assurer, à minima, un suivi médical, alors que les soignants ne sont jamais sûrs que les patients reviendront au prochain rendez-vous. Le chapitre décrit très bien comment l'incertitude migratoire engendre une incertitude médicale laissant la place à une « médecine générale d'urgence » soulageant plus qu'elle ne guérit, et peinant à assurer ses missions de prévention comme de suivi des maladies chroniques. Ce contexte se répercute sur le moral des soignants miné par un sentiment d'impuissance voire d'instrumentalisation par l'État et les politiques migratoires : ils se retrouvent réduits à de l'humanitaire venant panser les effets sécuritaires.

Le chapitre 3 « Maintenir l'arc de travail, échapper aux effets frontières » (pp. 129-148) prolonge le chapitre précédent en décrivant comment cette incertitude migratoire donne lieu à une médecine « borderline » « des petits riens ». Malgré la temporalité de l'urgence, du temps est pris pour bricoler des solutions et reconforter des corps tournés vers l'impératif de rester endurants avec en ligne de mire l'espoir de passer de l'autre côté de la Manche. Le

chapitre évoque aussi la difficile gestion des émotions des soignants mis quotidiennement à rude épreuve.

Le chapitre 4 « L'arrachement au pays comme enjeu médical » (pp. 149-206) aborde les enjeux de la différence culturelle dans les soins. Si le chapitre ouvre une discussion rapide sur le relativisme culturel à laquelle semble se rallier de nombreux soignants de la PASS de Calais au contact des exilés, il aurait pu davantage insister sur l'asymétrie qui lui reste constitutive. Au-delà de la « bonne volonté » des soignants, le risque de reproduction de stéréotypes culturalistes n'est jamais loin, d'autant que ceux-ci restent fortement présents dans la médecine postcoloniale. À cela s'ajoutent, en l'absence d'une langue commune, les difficultés liées à la communication sociolinguistique : à nouveau, le chapitre décrit les initiatives mises en place par les soignants pour y remédier tant bien que mal. Secret médical, consentement du patient, établissement du diagnostic : autant d'enjeux qui se trouvent alors complexifiés, et le recours aux soignants étrangers de la PASS ne résout pas tout.

En conclusion, l'ouvrage revient sur ce qui, selon l'auteure, compose la « médecine d'exil » : une médecine marquée par une forte incertitude temporelle et migratoire, une dimension sociale prégnante, mais aussi une médecine de crise au sens de médecine des blessures, de l'urgence et de l'humanitaire.

Écrit de manière limpide, agrémenté de nombreuses illustrations et photographies, *Calais, une médecine de l'exil*, transporte le lecteur dans le quotidien d'une PASS à la frontière. Si l'on comprend bien le choix de l'auteure de se centrer sur le point de vue des soignants, il est dommage que l'on n'ait pas plus d'éléments sur leurs trajectoires biographiques et professionnelles afin de pouvoir mieux situer leurs pratiques. Enfin, pour prolonger cette étude, un terrain complémentaire interrogeant de manière croisée le point de

vue des exilés sur leurs prises en charge permettrait de faire ressortir, dans toute leur complexité, les effets de la frontière sur les rapports soignants/soignés et les trajectoires de soins vues de part et d'autre. Il reste que l'ouvrage montre de manière très fine comment les politiques migratoires fabriquent aussi des inégalités sociales de santé et viennent bouleverser le monde du soin.

Anaïk Pian

Sociologue, professeure, Université de Strasbourg, LinCS, Strasbourg, France ;
pian@unistra.fr

Catani, Maurizio

Palidda, Salvatore

Les Scaldini. Ces Ritals qui ont chauffé Paris pendant un siècle. – Paris, L'Harmattan, 2022. – 200 p.
ISBN : 978-2-14-026181-7

Le mot italien *scaldini* désigne des travailleurs originaires de villages et hameaux situés dans les provinces de Parme et Plaisance. Du milieu du XIX^e siècle au milieu du XX^e, ces hommes vinrent à Paris pour entretenir les calorifères et chaudières à charbon qui assuraient le chauffage des grands immeubles, des bâtiments publics, des églises dont la cathédrale Notre-Dame. Ces immigrés, rudes montagnards, fuyaient la misère, mais ils ne coupaient pas les liens avec leur région d'origine. En effet, l'été, ils regagnaient leurs villages avec les économies accumulées à Paris, reprenaient le travail agricole, achetaient des terres, construisaient des maisons ou restauraient le logis familial, se mariaient avec des filles issues de la parenté proche ou, en tout cas, de la paroisse. Les jeunes garçons, dès quatorze ou quinze ans, rejoignaient Paris car le métier de *scaldino* se transmettait de père en fils ou d'oncle à neveu.

Les *scaldini* ont déjà été étudiés par les historiens de l'immigration. Le nouvel ouvrage qu'inspirent les tenants de ce

métier vaut surtout par le regard ethnologique et anthropologique qu'il offre. L'analyse évoque la dimension symbolique que revêt l'exercice d'une profession par nature souterraine, confiée à des hommes peu vus, accomplissant de longs parcours quotidiens, d'une cave à l'autre, cela au petit matin dans la ville encore endormie. Les récits de vie montrent que l'entretien d'une dizaine d'immeubles permettait de faire vivre une famille ; vingt et plus autorisaient à accumuler des économies. Le livre définit les tâches annexes accomplies par les *scaldini* comme installateurs, réparateurs, fumistes, plombiers, etc. Le capital social et les connaissances acquises se fortifiaient au fil du temps. Le réseau de relations s'enrichissait, avec les gérants et

les syndics d'immeubles, les marchands de charbon généralement auvergnats. Une comparaison est esquissée entre la mentalité de ces derniers et celle des Italiens. Les auteurs insistent sur la solidarité liant les *scaldini*, l'esprit communautaire présidant au choix des lieux de résidence, à l'organisation des loisirs, à la mémoire d'un métier disparu. Les processus d'intégration ne reniant pas les racines italiennes sont suggérés.

Ce livre, parfois composé et rédigé avec une certaine maladresse, propose une approche authentique sur un groupe social singulier dont les derniers survivants ont livré un témoignage attachant.

Ralph Schor

Historien, professeur émérite, Université Côte d'Azur, Nice, France ; e.schor@orange.fr